

L'Adresse—M. Broadbent

M. Broadbent: Ah, ah, vous êtes d'accord maintenant! On peut éviter ces erreurs sans détruire le fédéralisme. Plus encore, on peut trouver une solution plus efficace pour nos deux peuples avec un nouveau fédéralisme.

Nous, du Nouveau parti démocratique, croyons en un nouveau fédéralisme, un fédéralisme juste pour toutes les régions. Il ne suffit pas d'accorder l'égalité linguistique à nos deux groupes fondateurs pour en arriver à une société juste. Mais je veux souligner que nous appuyons ce principe et que nous sommes entièrement d'accord sur les objectifs de la loi sur la langue. Bien sûr! Le droit au travail dans sa langue est fondamental et encore faut-il qu'il y ait du travail.

A mon avis, il est possible de créer un nouveau Canada plus égalitaire non seulement dans le domaine linguistique mais aussi dans tous les autres domaines. C'est la raison d'être de la social-démocratie non seulement ici, au Canada, mais aussi en Norvège, en Allemagne, en Suède et aussi au Québec. Il faut que les Canadiens puissent partager enfin l'immense richesse du Canada. Cela peut se faire dans les cadres d'une nouvelle entente.

Le NPD représente parmi les partis politiques fédéraux les idées les plus diverses, les plus progressistes. Nous croyons au développement de notre pays par nous-mêmes. Nous ne craignons pas le changement, ni les idées nouvelles dans tous les domaines: sociaux, culturels, économiques et politiques. Et dans les provinces où nous avons formé le gouvernement, nous avons fait les changements nécessaires. Fondamentalement, nous sommes fédéralistes parce que nous pensons que cette forme de gouvernement flexible est celle qui permet d'effectuer les réformes que nous souhaitons. Nous ne voulons pas gouverner à la place des provinces. Au contraire, nous voulons établir clairement le droit des provinces de contrôler leurs ressources naturelles et leurs communications. Elles ont un rôle fondamental à jouer et en particulier le Québec en raison de son caractère unique.

Nous avons déclaré à plusieurs reprises au cours des dernières années que nous étions d'accord sur les objectifs sociaux et économiques du gouvernement québécois. Par exemple, pour les politiques suivantes, je veux signaler au premier ministre que nous sommes d'accord.

● (1740)

[Traduction]

Mme le Président: Le député a malheureusement épuisé son temps de parole. La Chambre consent-elle à le laisser poursuivre?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Broadbent: Je veux dire pour le premier ministre que nous sommes d'accord sur les programmes suivants du Parti québécois: le programme de supplément de revenu, le régime

d'assurance-automobile, le programme d'encouragement à la PME, la nationalisation de mines d'amiante, l'accessibilité pour tous au territoire québécois à des fins de récréation, chasse et pêche, et autres, les objectifs de la loi sur la langue, le régime d'assurance-maladie. Pour nous ces programmes sont acceptables. Voilà beaucoup d'exemples de programmes du gouvernement québécois qui ont été effectués dans les cadres du système fédéral. C'est la réalité. Il est donc possible, madame le Président, de changer sensiblement les structures sociales et économiques de la société québécoise dans un système fédéral. Il faut changer simplement les partis, à plus forte raison si ce gouvernement fédéral est un gouvernement social-démocrate.

Pour ma part, madame le Président, je ne crois pas que la solution aux problèmes constitutionnels des Québécois, des Canadiens, soit celle de la souveraineté-association. Pourquoi? Il y a plusieurs raisons contre cette idée. Aucun gouvernement provincial appuiera cette association, c'est clair; il y aura conflit continu entre les deux gouvernements souverains. Mais pour moi, pour mon parti, il y a une raison fondamentale contre cette politique; ce n'est pas un arrangement juste pour les gens ordinaires de l'Ouest ou des provinces de l'Atlantique. Je veux expliquer clairement pourquoi, madame le Président.

Présentement, un fermier de la Saskatchewan, un bûcheron de la Colombie-Britannique ou un pêcheur de Terre-Neuve achète des produits manufacturés du Québec et de l'Ontario. Ils peuvent acheter ces mêmes produits à meilleur marché à l'extérieur du Canada. Ces produits sont présentement protégés par des tarifs et des quotas à l'importation. Les citoyens de l'Ouest et de l'Est acceptent cette situation parce que les Ontariens et les Québécois paient également des impôts non seulement à Toronto et à Québec mais aussi à Ottawa. Voilà la raison.

Le Parti québécois veut l'un sans l'autre. Il veut les tarifs et les quotas mais il ne veut pas que les Québécois paient leur part à Ottawa. Je voudrais dire, madame le Président, aux Québécois: Si vous étiez fermiers en Saskatchewan ou pêcheurs à Terre-Neuve, accepteriez-vous cela? Je ne pense pas, parce que ce n'est pas juste. Et les Québécois veulent la justice comme les autres Canadiens. En somme, comme je l'ai déjà dit, sait-on que l'on peut dire oui au Québec sans dire non au Canada? Le Canada anglais est disposé, j'en suis sûr, à réviser entièrement sa position au sein du Canada et à négocier une nouvelle entente. Enfin, j'espère que le débat actuel nous rapprochera. Il serait dommage que l'incompréhension mène à une situation où toute entente serait exclue. Il y a eu des injustices commises dans le passé. Il est évident, madame le Président, que l'on ne peut les réparer, mais il faut dire également que beaucoup de progrès ont déjà été accomplis au Canada. Il reste toutefois beaucoup à faire, en particulier dans les secteurs de l'égalité économique, de l'égalité des sexes, du contrôle de nos ressources et du domaine de l'emploi.